

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
Paraissant les 15 et 30
de chaque mois



13 RABIA EL TANY 1414
30 Septembre 1993

35^e année

Sommaire

I. - LOIS ET ORDONNANCES

II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Actes réglementaires

29 août 1993 Décret n° 93 - 111 instituant une journée fériée.

Actes divers

17 août 1993 Décret n° 110 - 93 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du mérite national
"El Watani El Mauritanii".

Premier Ministère

Actes réglementaires

15 août 1993 Arrêté conjoint n° R - 121 portant création et organisation d'une Commission de Venté d

15 août 1993 Arrêté conjoint n° R - 122 fixant la composition et les attributions du Comité de Program

Actes divers

4 février 1993 Décret n° 93 - 029 portant nomination du directeur général de la Société Nationale pour
Rural (SONADER).

19 août 1993 Décret n° 93 - 93 portant nomination du Président et des membres du Conseil d'Adminis
de la Fondation Nationale pour la Sauvegarde des Villes Anciennes (FNSVA).

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération*Actes divers*

- 24 août 1993 Décret n° 93 - 96 portant nomination d'un ambassadeur.
- 11 septembre 1993 .. Décret n° 93 - 99 portant nomination d'un ambassadeur - directeur au ministère des Affaires
et de la Coopération.

Ministère de la Défense Nationale*Actes divers*

- 29 juillet 1993 Décision n° 1216 portant admission à la retraite de certains sous - officiers de l'Armée Nationale

Ministère de la Justice*Actes divers*

- 6 septembre 1993 ... Décret n° 112 - 93 portant admission à la retraite d'un magistrat.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications*Actes divers*

- 20 juillet 1993 Arrêté conjoint n° R - 107 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'Enseignement
fondamental et secondaire à Zouératt au nom des écoles privées " El Khiyar".
- 31 juillet 1993 Arrêté n° 341 mettant un fonctionnaire en disponibilité.
- 31 juillet 1993 Arrêté n° 344 portant titularisation et nomination au grade de brigadier d'un élève sous - off
- 1er août 1993 Arrêté n° 345 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un brigadie
- 1er août 1993 Arrêté n° 346 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un agent de
- 3 août 1993 Arrêté conjoint n° R - 115 portant nomination des présidents des commissions de révision des
au niveau des moughataas.
- 3 août 1993 Arrêté n° 349 portant acceptation de la démission d'un agent de police.
- 19 août 1993 Décret n° 93 - 94 portant nomination de certains fonctionnaires.
- 23 août 1993 Arrêté conjoint n° 384 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé fondamental
dénommé " El Bouchra" à Nouakchott.
- 24 août 1993 Arrêté n° 386 fixant les attributions du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Po
et Télécommunications et portant délégation de signature.

Ministère des Finances*Actes divers*

- 31 juillet 1993 Arrêté n° 339 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un contrôleur des
- 31 juillet 1993 Arrêté n° 340 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un proposé des D

Ministère du Plan*Actes réglementaires*

- 5 septembre 1993 ... Décret n° 93 - 98 portant régime fiscal et douanier de l'Agence Mauritanienne d'Exécution de
d'Intérêt Public pour l'Emploi (AMEXTIPE).

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement*Actes réglementaires*

28 juillet 1993 Arrêté n° R - 109 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 239 du 20 avril 1993 portant création et attributions de la Cellule de Planification.

Actes divers

4 septembre 1993 ... Décret n° 93 - 97 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration Nationale pour le Développement Rural (SONADER).

6 septembre 1993 ... Arrêté n° 393 portant nomination de deux délégués régionaux du Développement Rural.

Ministère de l'Education Nationale*Actes réglementaires*

18 août 1993 Arrêté n° 372 portant ouverture des concours professionnels et directs pour le recrutement des enseignants et élèves - inspecteurs adjoints à l'Ecole Normale Supérieure pour l'année 1993 - 1994.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports*Actes réglementaires*

26 juillet 1993 Arrêté n° R - 108 portant rectificatif de l'arrêté 076 du 28/9/92 portant équivalence de diplômes.

Actes divers

21 juillet 1993 Arrêté n° 331 portant nomination d'un professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur.

25 juillet 1993 Arrêté n° 335 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.

26 juillet 1993 Arrêté n° 337 portant titularisation de deux professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.

29 juillet 1993 Arrêté n° 338 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Enseignement Supérieur.

31 juillet 1993 Arrêté n° 342 portant détachement de plein droit d'un fonctionnaire.

31 juillet 1993 Arrêté n° 343 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire.

1er août 1993 Arrêté n° 347 portant rectificatif de l'arrêté n° 005 du 10/01/93.

2 août 1993 Arrêté n° 348 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.

10 août 1993 Arrêté n° 355 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire.

17 août 1993 Arrêté n° 363 portant nomination et titularisation de certains docteurs en médecine.

19 août 1993 Décret n° 93 - 92 portant nomination du président et des membres du Conseil d'Administration.

4 septembre 1993 ... Arrêté n° 389 portant rectificatif de l'arrêté n° 355 du 10/8/93.

22 août 1993 Arrêté n° 378 portant nomination et titularisation de deux Docteurs en Médecine.

4 septembre 1993 ... Arrêté n° 390 portant titularisation d'un Professeur Licencié stagiaire.

4 septembre 1993 ... Arrêté n° 392 portant nomination et titularisation d'un ingénieur diplômé d'Etat.

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales*Actes réglementaires*

24 août 1993 Arrêté n° R - 387 réglementant le fonctionnement des comités de gestion de recouvrement.

Actes divers

3 août 1993 Arrêté n° R - 116 portant ouverture d'un cabinet de soins médicaux à Nouakchott.

III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION**IV. - ANNONCES**

II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ACTES RÉGLEMENTAIRES

DÉCRET n° 93 - 111 du 29 août 1993 instituant une journée fériée.

ARTICLE PREMIER. - La journée du Mardi 31 août 1993, lendemain de la Al Mawloud, est fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du territoire national.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 110 - 93 du 29 août 1993 portant nomination à titre exceptionnel au grade de commandeur national "Istihqaq El Watan".

ARTICLE PREMIER. - Est nommé au grade de commandeur national "Istihqaq El Watan" Monsieur LE BARON DE TORRE.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Premier Ministère

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 121 du 15 août 1993 portant création et organisation d'une Commission de Vente de l'Aide Alimentaire.

ARTICLE PREMIER. - Il est institué, dans le cadre des missions confiées au Commissariat à la Sécurité Alimentaire, une commission de vente de l'aide alimentaire (CVA).

ART. 2. - Cette commission a pour mission de diriger les procédures de vente de tous les dons d'aide alimentaire à commercialiser.

A ce titre, la commission a pour rôle de :

- se tenir informée de l'évolution des stocks alimentaires ;
- connaître l'ensemble des dons octroyés dans le cadre de l'aide alimentaire ;
- programmer les mises en vente ;
- définir et suivre les modalités et procédures de vente, en respect avec les accords bilatéraux ;
- dans le cadre de la législation en vigueur, fixer les prix de vente et contrôler leur application.

La commission rendra compte trimestriellement de son activité au Comité de Programmation Alimentaire (CPA).

ART. 3. - Cette commission comprend six membres permanents ;

- le commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire ;

- le coordinateur de la Commission des Donateurs du Comité de Programmation Alimentaire ;
- le directeur de la Planification du Plan ;
- le directeur du Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;
- le directeur du Développement Rural ;
- le directeur de l'Agro - Pastoralisme ;
- le donateur concerné.

ART. 4. - La commission est présidée par le commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire, assisté d'un coordinateur de la Commission des Donateurs du Comité de Programmation Alimentaire (CPA).

Son secrétariat est assuré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

ART. 5. - La commission de vente de l'aide alimentaire (CVA) se réunit aussi sous la présidence du commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire, à l'objet d'un procès-verbal qui est signé par tous les membres, ainsi qu'au cas de l'absence d'un membre, au cas de l'absence du commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire. Le quorum aux réunions est de la moitié des membres, dont au moins un représentant du donateur. Les décisions sont prises par consensus.

- Monsieur Ahmed Salem ould Tabakh, représentant ministère des Finances ;
- Monsieur Dahmoud ould Marzouk, représentant le ministère du Développement Rural et de l'Environnement ;
- Monsieur Ely ould El Hadj, représentant le ministère de l'Hydraulique et de l'Energie ;
- Monsieur Kane Ismaïl, représentant ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme ;

- Monsieur Ab... représentant m... l'Orientation Isl...
- Monsieur N'Ga... National du Ba... Tutelle.

ART. 2. - Le Secrétaire chargé de l'exécution publié au Journal Officiel de Mauritanie.

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 93 - 96 du 24 août 1993 portant nomination d'un ambassadeur.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Dah ould Abdi, reporter - journaliste auxiliaire est nommé ambassadeur, délégué permanent de la République Islamique de Mauritanie auprès de l'UNESCO à Paris.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCRET n° 93 - 99 nomination d'un ambas... des Affaires Etrangères

ARTICLE PREMIER. - M... Deïda, ingénieur des Maritimes, est nommé Organisations Intern... Affaires Etrangères e... compter du 20/07/93.

ART. 2. - Le présent Officiel de la Républiqu

Ministère de la Défense Nationale

ACTES DIVERS

DÉCISION n° 1216 du 29 juillet 1993 portant admission à la retraite de certains sous -

ARTICLE PREMIER. Les sous - officiers dont les noms et matricules, suivent des différen... retraite par convenance personnelle à compter des dates ci - après :

Noms et prénoms	Grade	Mle	Formation	Date de libération	Situation famille	
Brahim o/ Mossa	Sgt	71275	7RM	22/3/93	Marié	15.
Saleck o/ Afoueik	Sgt	72621	Dirgenie	22/12/92	Marié	15.
Dah o/ M'Boirick	Sgt	76339	5°RM	2/3/93	Marié	17.
Mohamed o/ Saleck	Sgt	78173	1° BCP	5/11/92	Marié	16.
Abdoulaye Moussa Sy	Sgt	78222	1° BCP	11/5/93	Marié	16.

ART. 2. - Les sous - officiers dont les noms et matricules, suivent des différentes form... par mesure disciplinaire à compter des dates ci - après :

Noms et prénoms	Grade	Mle	Formation	Date de libération	Situation famille	Du sta
Adama Amadou	Adjt	77347	BCS	31/5/91	Marié	15A 1
Sow Mody	Sgt	76084	6° RM	27/5/90	Marié	16A 3

ART. 3. - Le Chef d'Etat - Major National est chargé de l'exécution de la présente décision Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Justice

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 112 - 93 du 6 septembre 1993 portant admission à la retraite d'un magistrat.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Ahmedna o/ Mohamed Malick, magistrat du 1er grade, 3 1932 à Néma, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 107 du 20 juillet 1993 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'Enseignement privé fondamental et secondaire à Zouératt au nom des écoles privées "El Khiyar".

ARTICLE PREMIER. Monsieur Mohamed El Moctar ould Mohamedou directeur général des Ecoles privées " El Khiyar", né en 1960 à R'Kiz, de nationalité mauritanienne, domicilié à Nouakchott, est autorisé à ouvrir à Zouératt un établissement d'enseignement privé fondamental et secondaire.

ART.2. Toute infraction aux dispositions du décret n° 82 -.015 bis du 12 février 1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

ART.3. - Les secrétaires g l'Intérieur, des Postes et l'Education Nationale, son le concerne, de l'exécution communiqué partout où Journal Officiel de la Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 341 du 31 fonctionnaire en disponibilité

ARTICLE PREMIER. Une renouvelable une fois, est, 1992 accordée à monsieur d'administration général (indice 690) depuis le solliciter sa réintégration disponibilité au moins deux la période précitée.

ART.2. - Le présent arrêté Officiel de la République Is

ARRÊTÉ n° 344 du 31 juillet 1993 portant titularisation et nomination au grade de brigadier d'un élève sous-officier d'active.

ARTICLE PREMIER. Est titularisé et nommé au grade de brigadier à compter du 1er septembre 1992, l'élève sous-officier d'active dont le nom et matricule suivent :

Noms & prénoms	Mic	Indice
Viyahould Mayouf	6171	240

ART.2. -Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 345 du 1er août 1993 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un brigadier de police.

ARTICLE PREMIER. Est constatée la cessation définitive de fonction pour cause de décès à compter du 7 mai 1993 du brigadier de police de 2° échelon, indice 380, matricule solde 51010 U, Mohamed Saleckould Khoultour précédemment en service à la direction régionale de l'Assaba (commissariat de police de la ville de Kiffa)

ART.2. -Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 346 du 1er août 1993 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un agent de police.

ARTICLE PREMIER. Est constatée la cessation définitive de fonction pour cause de décès à compter du 25 mars 1993 de l'agent de police de 1er échelon, indice 280, matricule solde 24929 W Mohamed Abderrahmaneould Mohamed El Moctar précédemment en service à la direction régionale de la Sécurité de Tiris - Zemmour (commissariat de la ville de Zouérate).

ART.2. -Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 115 du 3 août 1993 portant nomination des présidents des commissions de révision des listes électorales au niveau des moughataas.

ARTICLE PREMIER. Les magistrats dont les noms suivent, sont nommés présidents des commissions chargées de la révision des listes électorales pour les élections municipales de 1993 dans les moughatass ci-après :

Wilaya

Dar - Naim
Riyad
Arafat

Ksar

Tevragh - Zeina
Teyarett
Sebkha
El Mina
Toujounine

Nou
D
S
L
M
M
S
A
D
M
C
M
B

Wilaya

Rosso
Boutilimitt
Keur - Macène
Mederdra
R'Kiz
Ouad - Naga

M
M
M
D
M
M
M

Wilaya

AKjoujt

M
M

Wilaya

Atar

Chinguitti
Aoujeft
Ouadane

M
K
M
M
M
M

Wilaya

Tidjickja
Moudjeria

Tichitt

A
M
M
M
II

Wilaya

Aleg

Maghata - Lahjar

Boghé

Bababé
M'Bagne

M
S
E
K
M
K
A

Wilaya

Kaédi

A

Wilaya	Présidents
Monguel Maghama M'Bout	Mohameden o/ Sid'Brahim El Arbi o/ Mohame Ahmed o/ Sidi Malick
Kiffa	<i>Wilaya de l'Assaba</i> Med Mahfoudh o/ Med Mahmoud
Boumdeid Kankossa Guerrou Barkéol	Ebatt o/ Cheikh Ahmed Mohamed Lemine o/ M'Hamed Isselmou o/ Med El Moustpha Emanetoullah o/ Med Lemine
Aioun Tamchekt Tintane Kobeni	<i>Wilaya du H. El Gharbi</i> Dah o/ Hemeine Sidi Med o/ Ahmed o/ Elcmine Salem o/ Bechir Aboubekrine o/ Mohamedou
Nema Djiguenni Tinbedra Bassikounou Amourj Oualata	<i>Wilaya du H. El Charghi</i> Mohamed El Hadi o/ Mohamed Taghi o/ Mohamed Abdellahi Mohamed Ainina o/ Ahmed o/ Hadi Cheikhna o/ Mohamed Vall o/ Sidi Mohamed Mahmoud o/ Med Abdellahi Mohameden Baba o/ Abdellahi
Selibaby Ould - Yengé	<i>Wilaya du Guidimakha</i> Mohamed Mahmoud o/ Sid'Ahmed Ahmed o/ Sidi Yahya
Nouadhibou	<i>Wilaya de D. Nouadhibou</i> Mohamed Lemine o/ Daddah
Zouératt F'Derick Bir - Moghreïn	<i>Wilaya du Tiris - Zemmour</i> Mohamed Salem o/ Oumar Sambou Mohamed El Habib Aliou Moussa

ART. 2. - Les Walis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 349 du 3 août 1993 portant acceptation de la démission d'un agent de police.

ARTICLE PREMIER. Est acceptée la démission de l'agent de police de 2° échelon, indice 300, matricule solde 23273 W Ahmed ould Mohamed ould Zeidane précédemment en service à la direction régionale de

la Sûreté Nationale du
police de Tidjikja).

ART. 2. - Le présent arrêté
publié au Journal Officiel
de Mauritanie.

DÉCRET n° 93 - 94
nomination de certains fo

ARTICLE PREMIER. - Son
l'Intérieur, des Postes et l'

ADMINISTRATI

Wali du H.
Dah o/ Abdel Jel
43 885 A en re
Mahmoud o/ A
fonctions.

Wali du H.
Hassane o/ Maou
mle 10 724 F e
Moussa Diallo ap

Wali d
N'Diaye Kane Ma
mle 30 099 Q en
o/ Abdallahi o/
fonctions.

Wali d
Mohamed o/ Didi
616 Y en remp
Maouloud appelé

Wali d
Mohamed Lem
professeur e
Abderrahmane o
fonctions.

Wali d
Mohamed M
administrateur
remplacement d
appelé à d'autres

Wali d
Mohamed Abdall
civil, mle 43 88
N'Diaye Kane M
fonctions.

Wali du t
Yahya o/ Sid'El
civil, mle 41 60
Mohamed o/ Didi

Wali du Tiris - Zemmour

- Isselmou o/ Abdel Kader administrateur civil, mle 10 715 W en remplacement de Mohamed Lemine o/ Mohamed Vall appelé à d'autres fonctions.

Wali de l'Inchiri

- Abou Moussa Diallo administrateur civil, mle 41 646 R en remplacement de Yahya o/ Sid'El Moustaphe appelé à d'autres fonctions.

Wali de Nouakchott

- Kaba o/ Elewa administrateur civil, mle 18 396 U en remplacement de Dah o/ Abdel Jelil appelé à d'autres fonctions.

ART. 2. - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés, sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ CONJOINT n° 384 du 23 août 1993 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé fondamental et secondaire dénommé "El Bouchra" à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Ly Bouciré né en 1941 à M'Bagne, de nationalité mauritanienne, domicilié à Nouakchott est autorisé à ouvrir à Nouakchott un établissement d'enseignement privé fondamental et secondaire dénommé "El Bouchra".

ART. 2. - Toute infraction aux dispositions du décret n° 82 - 015 bis du 12 février 1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

ART. 3. - Les secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et de l'Éducation Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 386 du 24 août 1993 fixant les attributions du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et portant délégation de signature.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Abderrahmane ould Dah, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications est chargé sous l'autorité de ministre du contrôle et du fonctionnement de l'ensemble de l'administration du département et notamment des questions suivantes :

- coordination et directions, service département ;
- centralisation du département et des directions et services ;
- études et examens de correspondance et soumis à la signature ;
- études et examens de toutes les questions ministérielles ;
- contrôle de l'exécution ministériel ;
- gestion des crédits ;
- gestion du personnel et des biens immeubles affectés ;

ART. 2. - Délégation de signature de Monsieur Abdarrahmane ould Dah, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications à l'effet :

- toutes pièces complètes ;
- les ordres de déplacement de tous les agents relevant des Postes et Télécommunications ;
- les correspondances adressées au Premier Ministre, aux organismes internationaux, aux walis, hakems, chefs de wilaya, qui ont une portée administrative ;
- les notes de service ;
- les bons de commande ;
- les bordereaux d'expédition ;
- les originaux des messages RAC ;
- les réquisitions de matériel ;
- les communications des services ;
- les ampliations des circulaires ministérielles ;
- les marchés du ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;
- les marchés du ministère de la Santé, de la Garde Nationale ;

Pour cette dernière attribution, le secrétaire général sera autorisé à signer en nom du Ministre et par délégation.

ART. 3. - La signature de Monsieur ould Dah sera communiquée à l'ordonnateur - délégué et au contrôleur.

ART. 4. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires, notamment celle de l'arrêté n° 82 - 015 bis du 12 février 1982.

ART. 5. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Finances

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 339 du 31 juillet 1993 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un contrôleur des Douanes.

ARTICLE PREMIER.- Est constatée à compter du 5 avril 1993, la cessation définitive de fonction pour cause de décès de feu Sy Oumar Cire, ex - contrôleur des Douanes, matricule 32164 K.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 340 du 31 juillet 1993 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un contrôleur des Douanes.

ARTICLE PREMIER.- Est constatée à compter du 5 mars 1993, la cessation définitive de fonction pour cause de décès de feu Nemi Ould Hdeidy, préposé des Douanes.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère du Plan

ACTES RÉGLEMENTAIRES

DÉCRET n° 93 - 98 du 5 septembre 1993 portant régime fiscal et douanier de l'Agence Mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'emploi (AMEXTIPE).

ARTICLE PREMIER. - Les matériaux et matériels, véhicules, carburant et lubrifiants acquis sur financements externes et nécessaires au fonctionnement de l'AMEXTIPE sont exonérés de tous droits et taxes ou prélèvements d'effets équivalents.

En matière fiscale, l'AMEXTIPE est exonérée de tous impôts directs et indirects nationaux ou locaux à l'exception de l'ITS prélevé sur les salaires versés aux employés.

Les prestations de services rendus par les fournisseurs de l'AMEXTIPE ne sont pas soumises à la TPS.

ART. 2. - Les matériaux, matériels, véhicules, acquis sur ressources externes et incorporés au domaine public du patrimoine de l'Etat ou de l'AMEXTIPE sont également exonérés. Toutefois le bénéfice de cette exonération est accordé lorsqu'il est prouvé que les matériaux importés se fabriquent en Mauritanie.

ART. 3. - Pour l'exécution des travaux définis dans l'annexe I, l'AMEXTIPE devra déposer un dossier de matériels, matériaux, équipements annexés aux marchés.

ART. 4. - Le ministre des Finances et le ministre du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 109 du 28 juillet 1993 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 239 du 20 avril 1993 portant création, organisation et attributions de la Cellule de Planification.

ARTICLE PREMIER.- Il est créé au sein du ministère du Développement Rural et de l'Environnement une Cellule de Planification.

- l'analyse économique et l'élaboration des politiques sectorielles et régionales ;
- la programmation, la budgétisation et le suivi de l'ensemble des activités de développement rural et de l'environnement ;
- la mise en place d'un système d'informations rurales fiables.

ART. 2. - Le conseiller économique chargé de la planification est le responsable de la Cellule de Planification.

ART. 3. La Cellule de Planification comprend trois (3) départements :

- le département des Etudes Economiques et des Politiques Rurales et de l'Environnement ;
- le département du suivi - Evaluation ;
- le département Informations Rurales.

ART. 4. - Le département des Etudes Economiques et des Politiques Rurales et de l'Environnement a pour mission :

- l'élaboration des politiques nationales et régionales de développement rural et de l'environnement ;
- politiques globales et sectorielles ;
- mise en évidence des contraintes ;
- propositions de mesures d'ajustement requises ;
- réalisation ou supervision des études micro et macro économiques nécessaires à la mise en oeuvre des programmes et projets de développement ;
- programmation de l'ensemble des projets ;
- identification, préparation et première évaluation (avant signature des conventions de financement) de tous les projets du développement rural et de l'environnement en rapport avec les structures du département concernées.

ART. 5. - Le département du Suivi - Evaluation a pour mission :

- la budgétisation et le suivi de l'ensemble des projets du MDRE ;
- l'élaboration et le suivi en collaboration avec la direction administrative et financière des budgets de fonctionnement et d'investissement du MDRE ;
- le suivi des requêtes, des décisions de financement et de décaissements auprès des bailleurs de fonds ;
- la coordination des interventions auprès des bailleurs de fonds.

ART. 6. - Le département Informations Rurales a pour mission :

- la collecte et le traitement de l'ensemble des données socio - économiques relatives au milieu rural ;

- l'établissement des plans à moyen et long terme nécessaires à la mise en oeuvre des actions du MDRE.

ART. 7. - Les chefs de département approuvent les notes de service du ministre de l'Economie et de l'Environnement sur les décisions du Secrétaire Economique chargé de la planification.

ART. 8. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires et non conformes au présent décret n° 239/MDRE du 20 avril 1997.

ART. 9. - Le Secrétaire d'Etat chargé du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent décret, publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 93 - 97 du 20 avril 1997 portant nomination du président et des membres du Conseil d'Administration de la Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER).

ARTICLE PREMIER. - Sont nommés membres du Conseil d'Administration de la Société Nationale pour le Développement Rural pour une durée de trois ans :

- *Président* : Monsieur Mohamed, chargé de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, représentant le ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;
- *Membres* :
Monsieur Dahmoud ould Mohamed, représentant le ministre du Développement Rural et de l'Environnement ;
Monsieur Moustapha ould Mohamed, représentant la technique au ministère de l'Energie, chargé de l'Energie ;
Monsieur Abdallahi ould Sid Mohamed, représentant l'Extérieure représentée par les Finances ;
Monsieur Fall N'Guissaly, représentant le ministre de l'Industrie ;
Monsieur Cheikh ould Dih, représentant les Ressources Agricoles ;
Monsieur Mohamed Lemine, représentant le ministre du Commerce, du Tourisme, de la Pêche et du Commerce ;
Monsieur Sidi Mohamed ould Mohamed, représentant la Banque Centrale de la République Islamique de Mauritanie ;

- Le représentant des groupements paysans encadrés par la SONADER;
- Touda Naba Belkhair, représentant du personnel de la SONADER.

ART. 2. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment celles du décret n° 93 - 028 du 4 février 1993.

ART. 3. - Le ministre du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 393 du 6 septembre 1993 portant nomination de deux délégués régionaux du Développement Rural et de l'Environnement.

Ministère de l'Education Nationale

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° 372 du 18 août 1993 portant ouverture des concours professionnels et directs pour le recrutement d'élèves - professeurs et élèves - inspecteurs adjoints à l'Ecole Normale Supérieure pour l'année 1993 - 1994.

ARTICLE PREMIER - Deux concours professionnels et directs d'entrée en 1ère et 2e année de l'Ecole Normale Supérieure au titre de l'année universitaire 1993 - 1994 sont ouverts en vue de recrutement de professeurs et d'inspecteurs adjoints.

A - CONCOURS PROFESSIONNELS D'ENTRÉE

- En 1ère année série mathématiques option arabe
- En 1ère année, filière inspecteurs adjoints dans les 2 options arabe et français.

B - CONCOURS DIRECTS D'ENTRÉE :

- En 1ère année série mathématiques, option arabe.
- En 2e année série mathématiques, option arabe.
- En 2e année série Histoire géographie, option arabe.

ART. 2. - Les concours se dérouleront dans le centre unique de Nouakchott à l'ENS.

ART. 3. - Le concours professionnel d'entrée en 1ère année mathématiques option arabe est ouvert aux candidats ayant une ancienneté de 3 ans au minimum dans le corps des professeurs adjoints et dont l'âge ne dépasse pas 37 ans à la date du concours.

ARTICLE PREMIER. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret du 1er juillet 1993 :

- Délégué Régional du Développement Rural et de l'Environnement : Mr. Sidi Mohamed Ould Mohamed Elhachimi, ingénieur principal
- Délégué régional du Développement Rural et de l'Environnement : Timira Boubou, ingénieur

ART. 2. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires.

ART. 3. - Le secrétaire général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Le concours professionnel d'entrée en 1ère année inspecteurs adjoints est ouvert aux candidats ayant une ancienneté de 6 ans au minimum dans le corps des instituteurs et dont l'âge ne dépasse pas 37 ans à la date du concours.

ART. 4. - Le concours direct d'entrée en 1ère année d'élèves - professeurs est ouvert aux titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou d'un diplôme reconnu équivalent en 1ère année mathématiques option arabe ou maîtrise ou autres diplômes équivalents pour l'accès en 2e année de l'enseignement supérieur en géographie option arabe et dont l'âge ne dépasse pas 37 ans pour les concours d'entrée.

ART. 5. - Le nombre de places à pourvoir par les concours est fixé au titre du concours professionnel. L'effectif est réparti comme suit :

A - Concours professionnel

Filière
- 1ère année Math option arabe
- inspecteurs adjoints option arabe
- inspecteurs adjoints option français

TOTAL

B - Concours direct :

Filière
- 1ère année Math option arabe
- 2e année Math option arabe
- 2e année histoire géographie option arabe
TOTAL

Les dossiers de candidatures sont composés ainsi qu'il

A - Concours professionnel :

- Une demande manuscrite timbré à 50 UM précisant la filière et l'option demandées
- Une copie d'acte de naissance
- Une attestation de la direction du personnel précisant l'ancienneté du candidat
- Une copie de l'arrêté d'intégration ou de la décision d'avancement
- Deux photos d'identité.

Concours direct :

- Une demande manuscrite timbré à 50 UM précisant la filière et l'option demandées
- Un certificat de Nationalité
- Une copie certifiée de l'acte de naissance
- Un extrait du casier judiciaire
- Un certificat médical

- Une copie certifiée du BAC pour les candidats en 1ère année
- Une copie certifiée du Bac pour les candidats d'entrée en 2e année
- Deux photos

ART. 6. - La date du concours est fixée au mercredi 15 septembre 1993.

ART. 7. - Le registre d'inscription est ouvert à partir du samedi 17 août 1993. Le dépôt des dossiers est à l'ENI.

ART. 8. - Les épreuves se déroulent aux calendriers et indicateurs ci-dessous :

Mathématiques option arabe (1ère et 2e année)			
Nature de l'épreuve	Date	Durée	Coefficient
- Analyse	14/9/1993 à 8 h	4 h	
- Langue de formation	14/9/1993 à 15 h	2 h	
- Algèbre et Géométrie	15/9/1993 à 8 h	4 h	
Histoire Géographie option arabe (2e année)			
Nature de l'épreuve	Date	Durée	Coefficient
- Histoire	14/9/1993 à 8 h	4 h	
- Géographie	15/9/1993 à 8 h	4 h	
Inspecteurs adjoints (2 options)			
- Pédagogie générale	14/9/1993 à 8 h	4 h	
- Langue de formation	14/9/1993 à 8 h	2 h	
- Psycho - pédagogie	15/9/1993 à 8 h	4 h	

ART. 9. - Les programmes sur lesquels porteront les épreuves sont ceux en vigueur à l'année de sortie des diplômés résqu岸 aussi bien à l'ENS qu'à l'université, l'ISS et l'ENI.

ART. 10. - Le jury du concours des professeurs se compose comme suit :

- **Président du jury :** Lekbeid ould Hamdeit, inspecteur général de l'Enseignement Secondaire et Technique.
- **Vice - président :** Le directeur de la Fonction Publique ou son représentant.
- **Membres du jury :**
 - Le directeur de l'Enseignement Secondaire ou son représentant
 - le directeur du personnel ou son représentant
 - Brahim ould Alioune, surveillant général ENS
 - Bilal Fall ould Hamzetta, professeur

- N'Diaye Yéro, professeur
- Mariem mint Bechir, professeur
- Ahmedou ould Jidou, professeur
- Jidou ould Nagi, professeur
- El Hacen ould Boki, professeur
- Mohamed ould Sidi, professeur
- Izid Bih ould Moham, professeur à l'université
- Mohamed ould Sidi, professeur à l'université
- Dedoud ould Abd, professeur à l'université
- Nani ould El Ho, professeur à l'université
- Sidi Abdallah ould, professeur à l'université
- Mohamed ould Abd, professeur à l'université
- Moctar ould El, professeur à l'université

- Mohamed Radhiould Sadven, université
- Isselmouould Septi, professeur à l'ENS
- Sid'Ahmedould Ahmed Salein, professeur à l'ENS
- Nagi l'ali, professeur à l'ENS
- Abdellahiould Abderrahmane, professeur à l'ENS
- Mohamedould Abdel Haye, professeur à l'université
- Yeslimould Hemdan, professeur à l'université
- Corera Issagha
- Ahmedould Guewad, université
- Mohamed Vailould Cheikh, inspection générale
- Lehibabould Dah, ISS

Commission de surveillance :

- *Président* : Lekheidould Hamdeit, inspecteur général de l'Enseignement Secondaire et Technique.
- *Vice-président* : Le directeur de la Fonction Publique ou son représentant.
- *Membres* :
 - le directeur du personnel ou son représentant
 - le personnel enseignant de l'ENS
 - le personnel enseignant de la direction de l'Enseignement Secondaire

ART. 11. - Le jury du concours des élèves - inspecteurs adjoints dans les 2 options se compose comme suit :

- *Président du jury* : Mohamed Mahmoud Ould Hamady, DREF de Nouakchott
- *Vice - président* : Le directeur du personnel ou son représentant

Membres du jury :

- Le directeur de l'Enseignement Secondaire ou son représentant.
- le directeur de la Fonction Publique ou son représentant.
- Bouhou ould Samba, directeur des Etudes à l'ENS
- Aïchetou mint Mohamed Saleh, professeur ENS
- Sy Hamady, professeur ENS
- Mohamed Saleck ould Khourou, DEF

- Mohamed El Ha
DREF, Tiris zem
Les professeur
formation pédag
Kane Hamdy, DE
Mohamed Abdel
Lemrabott ould
Abdellahi ould M
Ahmed ould Mah
Mohamed El Mo
Mohamed ould A
Ahmed ould Abd
Isselmou ould Se
Sid'Ahmed ould
P'ENS
Nagi Fall, profes
Abdellahi ould
P'ENS
Mohamed ould
l'université
Yeslim ould
l'université
Corera Issagha
Ahmed ould Gu
Mohamed Vall
générale
Lehlab ould Da

Commission de surveillance

- *President* : Moha
- *Vice - president*
- son représentant

Membres

- le personnel enseignant
- le personnel administratif
- l'Enseignement

ART. 12. - Les secrétaires de l'Education Nationale Publique, du Travail, et sont chargés, chacun de l'exécution du présent Journal Officiel de la Mauritanie.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse •

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRETE n° R - 108 du 26 juillet 1993 portant
rectificatif de l'arrête 076 du 28/9/92 portant
équivalence de diplômes.

ARTICLE PREMIER. Est rectifié l'article 28 de l'arrêté 076 du 28/9/92 portant équivalence de diplômes ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Est équivalent au titre requis pour l'accès aux emplois de contrôleurs des services administratifs et

**financiers auxiliaires
stage en comptabilité
Portugal obtenu 3 ans
de la Terminale "A"**

Article 28 (nouveau) :
pour l'accès aux corps
certificat de fin de
l'Université de Lisbonne
années d'études réunies
Terminale.
Le reste sans changement

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ACTES DIVERS :

ARRÊTÉ n° 331 du 21 juillet 1993 portant nomination d'un professeur stagiaire de l'enseignement supérieur.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Baoba ould Mohamed Nafe professeur de l'enseignement secondaire, 5^e échelon (indice 1130) depuis le 17/7/91 détaché auprès de l'université de Nouakchott depuis le 26/12/91, titulaire de diplôme des Études approfondies en Histoire, Université Paris I, pantheon - Sorbonne, est nommé professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur, niveau A1, 4^e échelon (indice 1160) à compter du 26/12/91.
Durée de stage est de 2 ans.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 335 du 25 juillet 1993 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed El Moctar ould Mohamed, ingénieur auxiliaire en service au ministère de l'Équipement et des Transports depuis le 8/5/91 titulaire du diplôme d'Études Supérieures en aménagement et urbanisme de l'Institut National d'aménagement et d'urbanisme/ Maroc, est nommé et titularisé ingénieur principal du Génie - civil et des Techniques Industrielles, 2^e classe, 1^{er} échelon (indice 900) à compter du 5/3/93 du point de vue salaire et du 8/5/91 du point de vue ancienneté.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 337 du 26 juillet 1993 portant titularisation de deux professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.

ARTICLE PREMIER. - Les professeurs dont les noms suivent, sont titularisés professeurs de l'Enseignement Supérieur, niveau A1, 1^{er} échelon (indice 1010) conformément aux indications ci-après :

A compter du 1/1/1992

- Mohamed ould Sidi Mohamed professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur, niveau A1, (indice 1010) depuis le 1/4/90 (DFP/90 141) à compter du 4/11/1991 ;
- Ould Mohamed Mahfoudh, professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur, niveau A1 (indice 1010) depuis le 3/11/89 (DFP: 89 330).

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 338 du 29 juillet 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Enseignement Secondaire.

ARTICLE PREMIER. - Madame Ly Salamata Bocar professeur de collège auxiliaire, 1^{er} groupe, 4^e échelon depuis le 22/12/90, titulaire du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire de l'École Normale Supérieure de Nouakchott, est, à compter du

25/6/92 du point de vue ancienneté et du 1/10/92 du point de vue salaire, nommé professeur de l'enseignement secondaire (indice 810) AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 342 du 31 juillet 1993 portant détachement de plein droit d'un professeur.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Padel administrateur civil (indice 1260) depuis le 30/1/87, pour exercer les fonctions de directeur du Gouvernement et ce à compter du 30/1/87.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 343 du 31 juillet 1993 portant titularisation d'un professeur.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Padel professeur licencié stagiaire, 1^{er} échelon (indice 1187, est, à compter du 18/7/87, nommé professeur licencié, 1^{er} échelon (indice 1260) à compter du 18/7/87.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 347 du 1^{er} août 1993 portant modification de l'arrêté n° 005 du 10/01/93.

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'arrêté n° 005 du 10/01/93 relatives à la titularisation de Monsieur Arby en qualité d'ingénieur principal du Génie Civil et des Techniques Industrielles, sont ainsi qu'il suit :
Au lieu de : Ancienneté (AC) : Ancienneté conservée correspondante aux services rendus au projet de développement économique, administratif et de la réforme de la Fonction Publique, du Travail et des Sports (du 15/12/89 au 1/1/93).
Le reste sans changement.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 348 du 2 août 1993 portant titularisation d'un ingénieur.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Sidi ingénieur auxiliaire de 1^{er} groupe, du diplôme de doctor en agriculture de Moscou en Ex - 27/4/91 du point de vue ancienneté et du 6/8/92 du point de vue salaire, est nommé ingénieur principal de l'École Normale Supérieure de Nouakchott, 1^{er} échelon (indice 900) AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 355 du 10 août 1993 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire.

ARTICLE PREMIER. Les dispositions de l'arrêté n° 498 du 13/9/92, sont rectifiées en ce qui concerne monsieur Isselmou ould Mohamed El Moktar, professeur licencié stagiaire conformément aux indications ci - après :

Au lieu de : 11° échelon (indice 1100) et 5° échelon (indice 1130)

Lire : (indice 810).

ART.2. -.L'intéressé étant stagiaire (indice 810) depuis le 10/10/87 titularisé professeur (indice 960), AC un an.

ART.3. -.Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 363 du 17 août 1993 portant nomination et titularisation de certains docteurs en médecine.

ARTICLE PREMIER- Les personnes de nationalité mauritanienne dont les noms suivent, sont nommés docteurs en médecine de 2° classe, 1° échelon (indice 900) à compter du 18 / 05 / 93 AC conformément aux indications ci-après :

Noms et prénoms	Date et lieu de Naissance	Diplômes
1) - Abdelahi o/ Khattri	Le 10 / 05 / 67 à Kiffa	Doctorat en Medecine de l'URSS / Kiev / URSS.
2) - Mohamed Abdellahi Ould Telmoudi	en 1966 à Atar	Doctorat en Medecine de l'Institut de Kouban URSS
3) - Mohamed Ould Elaya	en 1966 à Atar	Doctorat en Medecine Interne (ex.Kalinin)
4) - Abdel Jebar o/ Bataly	en 1965 à Néma	Doctorat en Medecine Universitaire
5) - Deyah Ould Sidi	en 1965 à Moudjeria	Doctorat en Medecine Institut de Kiev (ex.Institut de Medecine)
6) - Mohamed Vadel Ould Mohamed	en 1961 à Njam /	Doctorat en Medecine Universitaire
7) - Tendia Demba	le 10 / 11 / 60 à M'bout	Diplôme de docteur en Medecine Enseignement supérieur sciences / Algerie
8) - El Khalil Ould Ishagh	en 1960 à Boutilimit	Doctorat en Medecine Université MAROC
9 - Bal Aïssata	le 11 / 9 / 1959	Docteur en Medecine Faculté de Damas / Syrie
10) - Abdellatif Ould Mohameden	en 1958 à Merderdra	le Diplôme de Doctorat en Damas / Syrie
11) - Seydna Oumar Ould Ely	né en 1957 à Walata	Le Diplôme d'Etat de Docteur Dakar/SENEGAL.
12) - Ahmed Ould Ebe	en 1969 à Walata	le Diplôme de Docteur en Medecine
13) - Ishagh o/ Med o/ Khalef	en 1966 à Boutilimit	le Diplôme de docteur Enseignement sciences Medecine / Algerie.

ART. 2. - Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCRET n° 93 - 92 du 19 août 1993 portant nomination du président et des membres du CFP.

ARTICLE PREMIER. Sont nommés président et membres du conseil d'administration du Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnels (CPPP) :

1. - *Président* : Abdellahi oul Boubacar, directeur de la Formation Professionnelle et des Stages.
2. - *Représentants de l'Etat* :
 - Hamma oul Mohamed Lemine directeur de l'Emploi ;
 - Ahmedou oul Dahah, directeur de l'Enseignement Technique ;
 - Mouhamedou oul Mohamed Laghdaf, directeur du Projet Education ;
 - Dia. Aboubacar, cadre au ministère des Finances.
3. - *Représentants des Travailleurs* :
 - Mohamed Ely o/ Brahim dit Dina, secrétaire général ;
 - Hadramy oul Boydiya, membre du Bureau National.
4. - *Représentants des Employeurs* :
 - Seyid oul Abdellahi, secrétaire général - adjoint de la CGEM ;
 - Mohamed oul Mhaïham, secrétaire général de la Fédération des Industries et des Mines.

ART.2. - Le ministre de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 378 du 22 /8 /1993 *Portant nomination et titularisation de deux Docteurs en Medecine.*

ARTICLE PREMIER. Les personnes dont les noms suivent, titulaires du diplôme de Docteur en Medecine de l'Institut National d'Enseignement Supérieur en sciences medicales d'ORAN en Algérie sont à compter du 18 /5 /93 nommées et titularisées Docteurs en Medecine 2° classe 1° échelon (Indice 900) AC néant.

Il s'agit de :

Mohamed Salem Ould Habib né en 1963
Magtaa-Lahjar
Ahmedou Ould Moulaye Idriss né en 1964
Oualata

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 387 du 24 août 1993 *réglementant le fonctionnement des comités de gestion de recouvrement des coûts.*

ART 2 - Le Présent arrêté Officiel.

ARRÊTÉ n° 389 du 4 *se*
rectificatif de l'arrêté n° 355

ARTICLE PREMIER. Les disp
l'arrêté n° 355 du 10/8/93 po
situation administrative de
Mohamed El Moktar, prof
sont rectifiées ainsi qu'il sui
Au lieu de : 3° échelon (indice
Lire : 3° échelon (indice 970)
Le reste sans changement.

ART.2. - Le présent arrêté Officiel de la République Isl

ARRÊTÉ n° 390 du 4 /9 /19
d'un Professeur Licencié stag

ARTICLE PREMIER. - Monsieur
Moctar, Professeur licencié
service au Ministère de l'Éd
le 1 /10 /89, est titularisé pro
(indice 810) à compter du 23

ART 2 - Le Présent arrêté Officiel.

ARRÊTÉ n° 392 du 4 *s*
nomination et titularisation
d'Etat.

ARTICLE PREMIER. Monsieur
infirmier d'Etat auxiliaire c
du diplôme d'infirmier dip
Sanitaire de Benghazi
titularisé infirmier diplôm
échelon (indice 480) à
recrutement AC néant.

ART.2. - Le présent arrêté Officiel de la République Isl

ARTICLE PREMIER. - Le comi
sanitaire a pour rôle de :
participer à l'élabo
programmes de san
veiller à l'appro
médicaments essen

- gérer les fonds collectés en spécifiant les dépenses engagées pour le fonctionnement et le budget nécessaires au renouvellement des stocks de médicaments essentiels ;
- veiller à l'entretien du matériel de soins et le bâtiment de la formation sanitaire.

ART. 2. - Les fonds visés à l'article premier sont constitués par le produit de vente des médicaments et matériel médical essentiels dans les formations sanitaires où le recouvrement des coûts est institué.

ART. 3. - Ces fonds sont utilisés pour :

- le renouvellement du stock des médicaments et matériel médical essentiels ;
- la constitution d'un fonds de sécurité ;
- la couverture d'une partie des charges du fonctionnement de la formation sanitaire ;
- la motivation du personnel.

ART. 4. - Le montant destiné à la reconstitution des stocks est versé dans le compte de régie ouvert à cet effet.

ART. 5. - Le bénéfice généré par la vente des médicaments est réparti de la manière suivante :

- 10% serviront à la constitution d'un fonds de sécurité (dont l'utilisation sera décidée en concertation avec le ministère de la Santé et des Affaires Sociales). Ce montant est versé directement dans le compte bancaire ou postal ouvert à cet effet ;
- 30% seront destinés à la couverture des charges de fonctionnement non prévu par le budget de l'Etat, notamment la prise en charge du personnel de soutien ;
- 30% serviront à la motivation du personnel impliqué dans le système.

ART. 6. - Le comité de gestion est tenu de faire la situation financière mensuelle de la formation sanitaire, conformément à l'article disponible à cet effet.

ART. 7. - Toute autre dépense non prévue par l'article 3 est à la charge de celui qui l'engage.

ART. 8. - Le président du comité de gestion a pour tâche de :

- 1 - convoquer les réunions sur sa propre initiative ou sur proposition de la majorité simple du comité ;
- 2 - présider les réunions ;
- 3 - signer les documents, situation financière mensuelle, procès-verbal, bons de commande et toute autre sortie ou toute réception d'argent ou de médicaments. Au besoin il peut déléguer par écrit ses attributions à l'un des membres.

ART. 9. - Les documents cités à l'article 8 seront co-signés par le responsable de la formation sanitaire.

ART. 10. - Toutes les pièces justificatives sont disponibles et consignées dans le cahier de gestion du gérant de la pharmacie.

ART. 11. - Les réunions de gestion se tiendront selon un calendrier fixé. Les réunions extraordinaires sont convoquées par le président du comité. Chaque réunion est précédée d'un procès-verbal dont copie est envoyée au directeur régional de l'action sanitaire.

ART. 12. - Les décisions sont prises à la majorité simple.

ART. 13. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent arrêté. L'article 12 de l'arrêté n° 051 du 15 décembre 1992 est maintenu.

ART. 14. - Le secrétaire général de la Santé et des Affaires Sociales est chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° R - 116 du 3 août 1993
d'un cabinet de soins médicaux.

ARTICLE PREMIER. - Madame [nom] est autorisée à ouvrir un cabinet de soins médicaux en face du Camp de la Garde.

ART. 2. - Ce cabinet est placé sous le contrôle technique, elle y exercera ses activités sous l'exclusion de tout autre lieu. L'intéressée est soumise aux conditions générales de fonctionnement des établissements de soins à titre privé de sa profession. L'ordonnance 87 - 307 du 15 décembre 1987 relative aux conditions générales de fonctionnement des établissements de soins à titre privé les professions de santé.

ART. 3. - Nonobstant les dispositions de l'ordonnance 87 - 207 du 15 décembre 1987 relative à son application est susceptible de suspension provisoire jusqu'à l'anomalie constatée, soit l'autorisation, si l'infraction est préjudiciable à la bonne marche du cabinet concerné.

ART. 4. - Le secrétaire général de la Santé et des Affaires Sociales et l'inspecteur général de la Protection Sanitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

III. - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

Bureau de Nouakchott

AVIS DE BORNAGE

Le trente juin mil neuf cent quatre vingt treize à 10 heures 30 du matin, Il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott consistant en terrain urbain bâti

d'une contenance de deux ares seize centiares (2a, 16 ca), connu sous le nom de lot n°69 ilot G1 Teyarett et borné au Nord par une rue s/n, Sud par le lot n° 70, Est par une rue s/n, Ouest par le lot n° 67.

Dont l'immatriculation a été demandée par la dame
Thiam née Djeinaba Sow suivant réquisition du
6/08/1992,n° 325

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière ,

Dione Boulacac

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS
FONCIERS

Bureau de Nouakchott.

AVIS DE BORNAGE

Le 15 avril 1993 à 10 heures,
Il sera procédé au bornage contradictoire d'un
immeuble situé à Nouakchott (carrfour)
d'une contenance de quatorze ares zéro centiares,
commu sous le nom de lot sans numéro, et borné au
Nord par une rue, au Sud par une rue, au Est par une
rue, à Ouest par une rue s/n.

Dont l'immatriculation a
Mohamed Abdellahiould

suivant réquisition du 4
personnes intéressées son
s'y faire représenter par
pouvoir régulier.

Le conservateur de

Dione: I

CONSERVATION DE LA FAUNE
FON

Bureau des

AVIS DE

Le mardi vingt un sept
vingt treize à dix heures, 2

Il sera procédé au bon
immeuble situé à Noua
Trarza

consistant en un terra
commercial

d'une contenance de neuf
(6 ca), connu sous le nom d
et borné au nord par la r
nom, est par une rue s
dégagement d'une place p